



Le 25 septembre 2009

## TRIBUNE

### LAIT : PRODUIRE MOINS POUR GAGNER PLUS

#### L'origine de la crise

Depuis 1963, avec la Politique Agricole Commune, le prix du lait était garanti par le subventionnement du beurre et de la poudre de lait industriels. Ces deux produits servaient d'exutoire aux excédents laitiers. Subventionnés à l'exportation et dans l'alimentation des veaux en batterie sans aucune limite, poudre et beurre industriels tiraient la production. La voie était ouverte au fleuve du lait à un prix uniforme pour une qualité médiocre (la collecte laitière transformée en poudre atteint 40% en Bretagne), d'autant que les vaches sont nourries en partie avec des aliments importés au prix mondial (soja), moitié moins cher que les produits européens. Situation ubuesque qui profite au maximum à la Bretagne et à la Hollande aux frais de la communauté.

Ainsi, au début des années 80, beurre et poudre de lait s'entassaient dans les frigos car même subventionnés, les débouchés ne suivent pas. Croulant sous les excédents, la communauté gèle la production de chaque éleveur au niveau de 1983 (moins 3-4%), c'est l'instauration des quotas. Mais les subventions au beurre et à la poudre de lait persistent et les quotas de production ont été établis sur ces débouchés subventionnés. Celles-ci sont dénoncées de plus en plus vigoureusement à l'Organisation Mondiale du Commerce et par les paysans du tiers monde qui y voient une concurrence déloyale.

Les réformes de 1992 et 1999 diminuent progressivement ces subventions. Celles de 2003 les suppriment. En leur absence, le beurre et la poudre de lait se bradent et les 20 à 40% de lait allant à ces fabrications pèsent sur le prix moyen payé aux producteurs : 270€ les mille litres actuellement alors que les produits porteurs revalorisent le lait aux environs de 400€ les mille litres.

Il est donc clair que les quotas basés sur une collecte qui intègre le beurre et la poudre de lait subventionnés ne sont plus adaptés. Non seulement ils n'empêchent pas la chute des cours mais ils l'entretiennent en incitant les éleveurs à maintenir leur production alors qu'ils devraient la réduire pour l'adapter aux marchés porteurs. L'impasse est totale sauf à rétablir les subventions aux exportations, ce qui est totalement exclu.

### **Pour en sortir : une solution volontariste**

Le préalable de la protection du marché européen maintenu et même renforcé ; au niveau de chaque laiterie, d'un commun accord, les éleveurs ne devraient-ils pas baisser leurs livraisons à hauteur du pourcentage de la collecte allant à la fabrication du lait en poudre et du beurre industriels, ils pourraient décider d'une franchise pour les premiers 100.000 litres de lait collectés ce qui favoriserait les petits producteurs.

### **Réduire la production en réduisant les concentrés**

La poudre de lait n'étant pas subventionnée, l'éleveur a tout à gagner à élever ses veaux au lait entier. Le marché des veaux fermiers est très porteur. Pour 40 vaches, c'est 20.000 litres de lait collectés en moins. L'éleveur a aussi tout à gagner en baissant sa production par vache, par exemple de 8.000 à 6.000 litres en économisant sur les concentrés. A quoi sert-il d'importer du soja coûteux pour fabriquer des excédents invendables ? Simple bon sens !

Le système fourrager adapté à cette nouvelle donne est sans contexte la prairie : une vache à l'herbe produit 6.000 litres de lait non concentré. Au delà de notre indépendance en protéines retrouvée, c'est tout bénéfique pour l'éleveur car il en coûte 5 fois moins cher de nourrir une vache au pré. C'est aussi tout bénéfique pour le consommateur et sa santé avec des produits laitiers de haut de gamme (Omégas 3). C'est tout bénéfique encore pour le citoyen qui retrouve un paysage bocager-herbager avec moins de nitrates et de pesticides dans l'eau, moins d'algues vertes dans les baies et moins de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

En l'absence de cette politique volontariste, le marché adaptera l'offre à la demande par la disparition des gros élevages acculés à la faillite. En effet, les gros troupeaux en zéro pâturage, robots de traite... ne résisteront pas aux coûts actuels. Le marché assaini repartira au bénéfice des petits producteurs herbagers qui auront résisté parce que leur prix de production est bien moindre.

Mais les lobbies vont réclamer une fois de plus un soutien aux élevages industriels les présentant comme la voie de l'avenir et exiger subventions, bonifications et remises de dettes.

L'Etat résistera-t-il et les politiques seront-ils assez lucides pour comprendre que seuls les élevages herbagers répondent aux souhaits des citoyens consommateurs : moindres coûts avec des producteurs nombreux pour un lait de qualité dans un environnement préservé.

Il s'agit bien d'un problème de société.

André Pochon  
Vice-Président de VivArmor Nature